[Texte d'une conférence prononcée à Paris]

PENSEE UNIQUE, NOUVELLES CENSURES

Alain de Benoist

Si l'on devait décrire l'actuelle situation politico-intellectuelle en termes météorologiques, on dirait que le temps est maussade. Dans le domaine des idées, le climat devient même franchement irrespirable. L'absence de débat est aujourd'hui la règle, et l'on voit se multiplier, dans la sphère juridique comme dans celle des mœurs, des attitudes et des pratiques d'exclusion chaque jour plus lourdes et plus insupportables.

Pour décrire ce climat, de nouvelles expressions sont apparues. On parle maintenant couramment de « pensée unique », de « nouvelle Inquisition », de « politiquement correct », ou encore de « police de la pensée ». Ces expressions sont à elles seules révélatrices d'un retour en force de la censure, ce qu'on ne peut évidemment que déplorer. Mais dans ce domaine, la simple déploration ne saurait suffire. Il faut encore étudier les mécanismes de cette nouvelle intolérance, en analyser les ressorts exacts, en mettre en lumière les objectifs profonds. C'est ce que je me propose de faire dans ce bref exposé.

Je parlerai d'abord de la pensée unique, qui est à mon avis un phénomène assez différent de celui de la nouvelle Inquisition. Parler de pensée unique, c'est évidemment évoquer cette situation dans laquelle tout le monde tend à penser la même chose — ou, plus exactement, dans laquelle les élites politiques et médiatiques tiennent à peu près toutes le même discours. Mais pourquoi tiennent-elles le même discours ? Et quelle est la source de ce prodigieux conformisme, aujourd'hui distillé à l'identique par tous les grands médias ? Pour répondre à cette question, il faut à mon sens remonter assez loin en arrière. Pour saisir pleinement la nature de la pensée unique, il ne faut pas hésiter à remonter à la fin du XVIIe siècle, au moment où, sous le double patronage de Descartes et de Francis Bacon, commencent à se faire jour des

théories qui réinterprètent le politique à la lumière de l'esprit technicien.

Frédéric Rouvillois a pu dire de la modernité qu'elle « se caractérise fondamentalement par sa prétention à agir sur le mode de l'agir technique »[1]. Dès la fin du XVII[e] siècle, l'esprit technicien surgit en effet de pair avec une nouvelle représentation du monde qui fait du cosmos une immense machinerie. Le cosmos est alors perçu comme géométrique, uniforme et infini, et le modèle qui permet de l'interpréter est un modèle mécanique : « La machine de l'univers est semblable à une horloge », dira Fontenelle. Parallèlement, le thème éminemment technicien et marchand de l'utilité s'impose, lui aussi, comme un leitmotiv de l'existence. Bacon proclame ainsi son intention de « jeter les fondements d'un temple consacré à l'utilité commune ». Or, cet « esprit de géométrie », cette conception mécaniciste de l'univers, cet utilitarisme généralisé, vont très vite se trouver transposés à l'intérieur même de la société, avec pour effet de placer la politique dans le sillage de la technique, elle-même pensée à travers son propre processus de déploiement dans le temps, c'est-à-dire comme progrès.

L'abbé de Saint Pierre, dont on rappelera au passage qu'il fut l'inventeur du mot « uniformiser », affirme par exemple que « la machine politique, bien construite, ayant une fois son mouvement, agit d'elle-même [...] et se dirige d'elle-même vers la plus grande utilité publique ». Il ajoute que le comportement qui s'accorde le mieux à cette utilité publique est le comportement rationnel. La politique ne doit donc plus être affaire de volonté ou de décision, mais d'action conforme à la raison. L'action politique doit viser à devenir « transparente », c'est-à-dire à dissiper l'« opacité » qui résulte de l'intervention de facteurs non réductibles à la pure raison. Dans cette vision mécaniciste du social, le souverain joue le rôle de mécanicien en chef. Pour l'abbé de Saint-Pierre, « un grand Etat peut être considéré comme une grande machine que le roi doit faire mouvoir par différents ressorts de différente nature ». A terme, toutefois, ce souverain deviendra lui-même inutile, l'objectif visé étant celui de l'ordre automatisé. La machine sociale, écrit encore l'abbé de Saint Pierre, « se remontera perpétuellement elle-même, ce sera un mouvement perpétuel, qui par la succession des hommes les uns aux autres devient une marche éternelle, qui marche toujours tant que les roues sont bien engrenées les unes dans les autres »

A l'époque, deux autres phénomènes poussent dans la même direction. D'une part la montée en puissance de la sphère économique qui, après avoir affirmé son autonomie vis-à-vis du politique, commence à imprégner les esprits de ses traits caractéristiques : le calcul rationnel en termes de coûts et de bénéfices, la réduction de tout ce qui vaut aux seules valeurs calculables. D'autre part, l'idée libérale d'un Etat neutre du point de vue des valeurs, qui se fixe pour règle de ne jamais poser le problème de la vie bonne ou du bien commun, c'est-à-dire le problème des finalités. Ces différents facteurs se conjuguent au sein d'une même visée, dont l'objectif est de soustraire la vie

politique à l'emprise perturbante du hasard et des passions, afin de parvenir à une société rationnelle, où l'individu aurait le statut d'un atome ou d'un rouage, où l'harmonie générale résulterait de la volonté de chacun de poursuivre son meilleur intérêt, c'est-à-dire de maximiser son utilité individuelle.

On retrouve ce schéma au XIXe siècle, non seulement chez les grands utopistes, qui proposent régulièrement comme cités idéales des constructions purement rationnelles, mais aussi bien chez Auguste Comte et surtout chez Saint-Simon, qu'on s'accorde à considérer comme le fondateur de la technocratie. L'idée fondementale de la technocratie, comme l'a écrit Claudio Finzi, c'est en effet « la conviction radicale qu'il est nécessaire, pour le bien de l'humanité, d'apporter dans le monde confus et variable de la politique la précision méthodologique des sciences positives et naturelles. Il convient, en d'autres termes, de remplacer le monde de l'incertitude politique par l'univers de la certitude scientifique et technique. Pour effectuer cette substitution, il est indispensable d'affirmer au préalable que pour toute l'humanité il n'existe qu'une seule fin, connue de tous et irremplaçable. Alors que l'un des fondements de la politique consiste justement dans le choix des fins, la prétention technocratique élimine ce choix grâce à l'unicité d'une fin prédéterminée et connue de tous, fin qui jusqu'à maintenant a été exclusivement identifiée au progrès économique continu, toujours plus rationalisé et mieux organisé »[2].

On voit alors très bien se dessiner les fondements de la pensée unique. Dans la perspective que l'on vient d'indiquer, la société ne doit en effet pas tant être gouvernée ou dirigée qu'administrée et gérée. Il s'agit, comme le dit Saint-Simon, de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses. Or, dès l'instant où le bien-être matériel, le développement économique, l'obsession productiviste, se trouvent identifiés à l'accomplissement même de l'homme, il n'y a plus besoin d'imaginer d'autres finalités. Dès lors, la politique ne consiste plus à décider entre des finalités, mais à trancher entre des moyens — les partis eux-mêmes ne s'affrontant plus que sur la définition des meilleurs moyens de parvenir aux mêmes fins.

« Les solutions aux problèmes de l'homme, écrit encore Claudio Finzi, seront déterminées de manière univoque en référence à une fin unique et en suivant des critères technico-scientifiques. Et dans la majeure partie des cas, il n'y aura qu'une seule solution optimale au problème, et en conséquence un seul mode optimal pour arriver à la solution ainsi délimitée »[3]. En effet, si la politique n'est qu'affaire d'expertise gestionnaire, alors tout problème politique n'est qu'un problème technique, et ce problème peut être résolu par les seules ressources du calcul rationnel, lequel doit permettre de dégager une solution unique, s'imposant logiquement à la raison de tous.

Cette approche technocratique exclut bien évidemment l'homme de sa propre histoire. Elle aboutit d'une part à une *neutralisation* fondamentale de

tous les systèmes de pensées ou de croyances incompatibles avec elle, et d'autre part à une *déconflictualisation* de fait de l'action politique. En effet, si l'action politique n'a plus à débattre du choix des fins, alors la lutte pour le pouvoir et la compétition démocratique n'ont plus de raison d'être, car il est inutile de lutter pour ce qui est défini à l'avance. Les partis peuvent encore s'affronter sur les moyens en confrontant leurs « solutions » respectives, mais en dernière analyse ceux qui détiennent le pouvoir ne pourront finalement qu'agir selon les règles de la science et de la technique, c'est-à-dire en s'en remettant aux experts.

Je dirai donc que la pensée unique, prise dans ses fondements, représente d'abord la conséquence de l'invasion du politique par l'esprit économique et technicien, qui réduit les problèmes sociaux à des problèmes techniques pour lesquels il ne peut exister par définition qu'une seule solution. Le progrès technique est du même coup conçu comme la mesure même de l'histoire, tandis que le marché devient le modèle de tous les échanges sociaux, et que la légitimité se rabat progressivement sur la seule légalité.

Au XXe siècle, cette aspiration a été longtemps masquée par toute une série de tensions, parmi lesquelles la lutte des classes, le déchaînement des idéologies concurrentes et le déroulement des deux guerres mondiales. Elle réapparaît aujourd'hui avec force, à un moment où les anciennes idéologies paraissent avoir fait faillite, où les modèles alternatifs se sont effondrés, où le discours des partis politiques se resserre au point de devenir indiscernable, où la presse d'opinion disparaît devant des médias toujours plus nombreux, mais qui, entre deux publicités, véhiculent fondamentalement le même message.

L'idée-clé est que nous vivons désormais sous l'horizon de la fatalité, cette fatalité étant représentée par des contraintes objectives que le « réalisme » doit nous conduire à accepter. C'est cette idée que le président Kennedy exprimait il y a déjà plus de trente ans, lorsqu'il disait que « les étiquettes et les positions idéologiques n'ont pas de rapport avec les solutions »[4]. C'est elle aussi qui sous-tend la croyance en une « fin de l'histoire » ou une « fin des idéologies » —croyance dont on a pourtant maintes fois démontré le caractère lui-même profondément idéologique —, qui a pour corollaire l'affirmation selon laquelle seuls des imbéciles ou des pervers peuvent encore refuser le consensus qui s'est aujourd'hui établi sur le modèle de société dominant. Parallèlement, on soutient aussi l'idée de l'inéluctable convergence des systèmes et des programmes, qui seraient tous appelés à se fondre dans un même discours de légitimation de la technostructure. La conclusion que l'on en tire est la disparition de fait de toute possibilité de contestation radicale du système marchand d'exploitation capitaliste. Il s'agit ainsi d'anéantir tout espoir et de désarmer toute volonté de changer la société.

Il s'agit aussi de légitimer une nouvelle forme de fatalité, plus aliénante et plus désespérante encore que les déterminismes du passé. L'urbanisation et

l'exode rural, la généralisation du salariat, l'omniprésence de la technique, le primat des valeurs marchandes, la montée de l'individualisme, le mode de construction de l'Europe de Maastricht, pour ne citer que quelques exemples, ont ainsi tous été présentés comme des phénomènes inévitables, comme autant de processus dont il serait proprement *in-sensé* d'interroger la valeur, la signification, l'opportunité ou la finalité.

Au plan mondial, l'arasement spectaculaire, sous l'effet de l'ordre néolibéral, de toutes les identités collectives, de toutes les autonomies locales, de toutes les spécificités politico-culturelles, est à son tour présenté comme le résultat d'un mouvement fatal de mondialisation. La régulation marchande est regardée, de même, comme l'unique moyen de triompher de la crise qui frappe de plein fouet le monde capitaliste. La guerre concurrentielle et la fuite en avant dans une croissance aveugle deviennent autant de fatalités que l'on peut éventuellement aménager, mais qu'on ne saurait sérieusement refuser. Le marché lui-même est présenté un fait « naturel », un arbitre infaillible de l'intérêt économique qu'il serait irréaliste de vouloir contrôler, en sorte que le seul critère de décision serait désormais la recherche du profit maximum pour le capital investi. Comme l'a dit Alain Minc : « Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui »[5].

Tout le discours politique actuel repose donc sur de prétendues « contraintes » incontournables, qui ne sont en réalité que des croyances idéologiques systématiquement présentées comme des faits objectifs censés s'imposer à tous. Par un tour de passe-passe intellectuel, ce qui n'est que jugement de valeur, hypothèse hasardeuse ou choix subreptice, est présenté comme un fait. Le sens des réalités est ainsi commué en soumission aux diktats de la raison marchande : le social se confondrait avec le marché, et l'efficacité serait à elle-même son propre critère d'évaluation. Toute autre valeur est rejetée comme non pertinente, toute autre perspective est taxée d'utopique. Pour la pensée unique, mettre en doute l'une des affirmations de l'idéologie dominante, c'est déjà sortir du débat.

Le discours de la pensée unique, sans cesse martelé par les médias, nous affirme donc aujourd'hui que les sociétés industrielles n'ont pas d'autre solution que de s'engager sur la voie du libre-échange généralisé et de la concurrence dérégulée sur un marché devenu mondial. Que cette évolution ait pour conséquence la montée du chômage, la stagnation ou la baisse des salaire, la précarisation de l'emploi, l'exclusion de couches de population de plus en plus larges, la destruction du milieu naturel, la désorganisation des cultures traditionnelles et l'implosion du lien social, rien de tout cela n'empêche la pensée unique de répéter, non pas seulement que la voie qu'elle propose est la meilleure, mais qu'elle est également la seule possible, et que c'est elle qui nous conduira à l'opulence. « C'est là une situation des plus bizarres, remarquait récemment William Pfaff. Le néolibéralisme est en train de détruire

la prospérité ou les moyens d'existence de centaines de milliers de gens au nom du bien-être des générations futures. L'idéologie économique régnante, la “pensée unique”, a engendré un nouveau capitalisme : de machine à créer des richesses et à améliorer les conditions de vie, ce qu'il aura été de 1940 à 1980, il est devenu une machine à appauvrir de vastes groupes sociaux et à détruire l'emploi, et tout cela au seul bénéfice, du moins pour le moment, d'une classe étroite de managers et d'une classe plus étendue d'actionnaires »[6].

Voilà donc l'origine et le point d'aboutissement de la pensée unique. Elle engendre aujourd'hui un extraordinaire consensus, qui rend au sens propre insupportable toute pensée dissidente. A un moment où la démission de la pensée critique est plus que jamais sidérante, la pensée unique apparaît avant tout comme un prodigieux dispositif de normalisation visant à exclure la pensée non conforme. « Homo economicus marche sur les derniers hommes, disait déjà Paul Nizan. Il est contre les derniers vivants et veut les convertir à sa mort »[7].

*

Je ne dirai pas grand chose du « PC » qui, comme chacun sait, ne désigne plus aujourd'hui le parti communiste, lui-même en voie de normalisation rapide, mais le « politiquement correct », dans la mesure où ce système qui nous est venu des Etats-Unis reste, quand on y regarde de près, largement tributaire de certains traits spécifiques de la société américaine, le puritanisme en particulier. Je rappellerai seulement qu'il affecte avant tout les codes de langage. Visant à faire disparaître tout terme ou expression qui pourrait être jugé offensant par un groupe ou une communauté donné, on peut le considérer comme une sorte d'« eugénisme lexical négatif » (Pierre-André Taguieff), traduisant une sorte de pulsion de nettoiement du vocabulaire.

Je parlerai en revanche plus longuement de la nouvelle Inquisition, c'est-à-dire de tous ces phénomènes d'intolérance et de censure que l'on voit se multiplier en France aujourd'hui. Sans doute ne s'agit-il pas de phénomènes totalement nouveaux. Mais il n'en est pas moins vrai que, depuis le début des années quatre-vingt, ils ont pris une ampleur particulière et qu'ils revêtent actuellement un caractère systématique. Il n'y a plus de semaine en effet sans que n'éclate une nouvelle affaire où l'on voit l'intolérance se conjuguer avec l'inculture et la bêtise. Signe qui ne trompe pas : il ne se passe pas non plus de semaine que l'on ne voit circuler sous le manteau des écrits plus ou moins clandestins, parfaitement comparables à ce qu'étaient les *samizdats* en Union soviétique à l'époque de Brejnev.

Fait révélateur : des auteurs qui, il y a dix, vingt ou trente ans, étaient couramment publiés par les plus grands éditeurs, se voient aujourd'hui rejetés hors des circuits principaux de l'édition Des journalistes ou des intellectuels

qui, il y a encore dix ans, avaient régulièrement accès aux tribunes libres des grands quotidiens, s'en voient aujourd'hui écartés.

Le monde même de l'édition a changé. Rachetés presque tous par de grands groupes financiers, la plupart des éditeurs se moquent comme d'une guigne du contenu des livres qu'ils publient. Dans le même temps, le système éditorial et médiatique est devenu une vaste structure de connivence, où l'habitude des renvois d'ascenseurs permet de verrouiller le système dans le registre de l'entre-soi. Les auteurs se recrutent par cooptation, en fonction de leur appartenance à tel ou tel clan, à tel ou tel réseau. La critique se ramène pour l'essentiel à des articles de complaisance permettant aux principaux protagonistes de s'encenser mutuellement tout en faisant front commun contres les gêneurs. Dans ces conditions, il est aisé de dresser des livres noires de livres dont il ne faut plus rendre compte, de journalistes auxquels il convient de couper le micro. Certaines officines ne s'en privent pas. Et les éditeurs cèdent de plus en plus facilement au chantage, par exemple quand ils s'abstiennent de publier les ouvrages qui vaudraient à leur production d'être boycottée par le supplément littéraire de tel grand journal du soir.

De telles mœurs sont aujourd'hui devenues courantes. Des éditeurs sont menacés de boycottage s'ils publient des auteurs non politiquement corrects, menace qui peut aussi bien émaner d'un journal ou d'un centre de pouvoir universitaire que de certains autres auteurs de leur propre catalogue. Des libraires refusent de mettre en vente des livres dont le contenu ne leur plaît pas. Des directeurs d'ouvrages collectifs renoncent au dernier moment à publier des articles qu'ils avaient eux-mêmes commandés. Des éditeurs sont écartés d'une manifestation professionnelle au motif que leur production n'est pas conforme aux convictions personnelles des organisateurs. Des stands sont mis à sac au Festival du Livre, tandis que les éditeurs présents font circuler des pétitions pour condamner, non les agresseurs, mais les agressés. Il apparaît ainsi que dans l'édition, il faut désormais montrer patte blanche, c'est-à-dire sacrifier aux excommunications rituelles, faute de quoi on est mis hors jeu. « L'importance d'un livre va bientôt se mesurer uniquement au silence qui l'entoure », écrivait récemment Michel Mourlet[8].

Parallèlement, à l'initiative du ministère public ou de groupes de pression, on voit se multiplier des procès dont l'objectif est, en frappant à la caisse, de faire taire ceux qui dérangent. On ne condamne plus seulement les actes, mais aussi les opinions, fussent-elles exprimées de manière indirecte ou allusive. On adopte des lois ad hoc, c'est-à-dire des lois de circonstance, explicitement dirigées contre des individus ou des groupes, qui instaurent des certitudes historiques légalement obligatoires, dont la contestation devient judiciairement sanctionnable. La vérité historique devient de la compétence du droit, tandis que les juges sont transformés en auxiliaires d'une « mémoire » supposée menacée. Des livres et des journaux sont interdits par un organisme qui —ô mânes de George Orwell ! — s'apelle la « direction des libertés

publiques ». Pour avoir cité Luther ou saint Thomas, des universitaires se retrouvent devant des tribunaux qui siègent sans désemparer. La législation sur le droit de réponse, définie par une jurisprudence constante comme un « droit général et absolu », n'est plus respectée. Statuant sur les préférences ou les exécrations, orientant les comportements et censurant les idées, bref instaurant un véritable code de conduite moral, la loi prétend ainsi régenter l'existence jusque dans le for intérieur et le cadre privé.

Dans l'Université, des cabales montées de toutes pièces, à coups de pétitions et de dénonciations publiques, aboutissent à faire révoquer des enseignants suspectés de déviance par rapport à l'idéologie dominante. Des chercheurs sont rayés des listes de candidature au professorat pour n'avoir pas orienté ou modifié leurs travaux dans le sens qui convenait. Des universitaires sont victimes d'interdictions professionnelles, réduits au chômage pour avoir publié dix lignes jugées inacceptables dans une revue confidentielle. D'autres sont harcelés durant leurs cours, agressés physiquement, parfois roués de coups. D'autres encore se retrouvent privés de leurs droits civiques ou familiaux. On a même vu des enfants chassés de leur collège pour punir leurs parents de leurs mauvaises pensées.

Des scientifiques dont les travaux expérimentaux démentent la croyance actuelle en la toute-puissance du milieu dans la détermination et l'expression des capacités intellectuelles se voient dénoncés publiquement comme des charlatans. Des critiques d'art qui s'émeuvent de la nullité de certaines productions plastiques ou musicales contemporaines sont traités de « nazis ». Des avocats sont menacés d'être radiés du barreau. Des stations de radio sont fermées pour avoir eu une conception trop extensive de la liberté de parole. Des postiers invoquent une prétendue « clause de conscience » pour refuser d'acheminer ou de distribuer des journaux ou des messages publicitaires qui ne leur conviennent pas.

On a vu également des groupes de pression réclamer aux pouvoirs publics la création de commissions chargées d'« évaluer » le contenu des publications qu'ils jugeaient suspectes. On a vu des bibliothèques municipales exclure de leurs rayons des livres décrétés « nocifs » ou « mauvais ». On a vu la documentaliste d'un lycée de la région parisienne mobiliser avec succès la presse et même un rectorat d'académie autour du scandale constitué par la présence dans son établissement de livres « soit dangereusement révisionnistes et xénophobes, soit défendant des thèses monarchiques, ultranationalistes et faisant l'apologie des crimes de guerre » (sic), livres dont il devait s'avérer que les sulfureux auteurs se nommaient Alexandre Soljénitsyne —qu'on renvoyait ainsi symboliquement au Goulag —Jean-François Deniau, Alain Peyrefitte, Jacques Bainville, André Castelot, Raymond Cartier, Marc Fumaroli, Jean-François Chiappe, Alain Madelin, Pierre-André Taguieff et Guy Sorman[9]. On a vu, enfin, un ministre en appeler au pluralisme contre la censure, puis dénoncer comme « censure » une application intégrale du

pluralisme qui risquerait de se traduire par des « décisions scandaleuses en matière d'acquisition » !

Pour discréditer les auteurs aux pensées jugées impures, on se fait désormais une spécialité d'enquêter sur leur biographie, comme si ce qu'ils avaient fait durant leur vie pouvait nous dire quoi que ce soit sur la valeur littéraire de leurs romans ou la valeur de vérité de leurs doctrines. On extrait de leurs ouvrages des citations distantes de trente ans, qu'on présente comme contemporaines et à partir dequelles on extrapole un jugement d'ensemble sur leur œuvre. On s'empare de leurs « péchés de jeunesse », on fouille leur passé, comme si la vie d'un homme pouvait être ramenée à un épisode de son existence.

Mais on ne s'occupe pas seulement des vivants. On fait aussi le procès des morts. On relit toute l'histoire sur le mode de l'anachronisme, en passant les œuvres d’hier ou d’autrefois au crible des idées aujourd'hui à la mode, sans considération pour l'époque ni pour le contexte. Tour à tour, Georges Bataille, André Gide, George Orwell, Alexis Carrel, Ernest Renan, Georges Dumézil, Emile Cioran, Mircea Eliade, Jean Genet, Antonin Artaud, Léo Malet, Ezra Pound, Paul Morand, Colette, Baudelaire, Hemingway, Vladimir Nabokov, Montherlant, Carl Schmitt, Jack London, Marguerite Yourcenar, Heidegger, et même Shakespeare, Voltaire, Balzac ou Dostoievsky, pour n'en citer dans le désordre que quelques uns, se voient ainsi convoqués à titre posthume devant des tribunaux de papier qui prétendent réviser leur statut dans le monde des lettres ou dans l'histoire des idées, ce qui permet de débaptiser des rues ou des établissements scolaires portant leur nom. L'épuration de 1945 n'a pas suffi. On y rajoute tous les jours un post-scriptum en refaisant le procès de Céline ou en transformant Carrel en « précurseur des chambres à gaz », tandis que des adversaires de la peine de mort expriment publiquement leur regret de ne pas pouvoir fusiller Brasillach une seconde fois. N'a-t-on pas vu récemment la Banque de France renoncer à faire figurer sur un billet l'effigie des frères Lumière, inventeurs du cinéma, au motif qu'ils avaient soutenu le gouvernement de Vichy —alors qu'au même moment siégeait à l'Elysée un ancien titulaire de la Francisque ?

Supprimée à Rome depuis 1966, la sacro-sainte congrégation de l'Index a refait surface dans les salles de rédaction parisiennes. Partant de l'idée qu'il n'y a pas de fumée sans feu, il se crée ici et là des « collectifs » ou des « observatoires » qui prônent la « vigilance », voire en appellent sans fard, à l'instar d'un grand journal du soir, à une « constante intolérance »[10]. De ces officines émanent des livres remplis d'organigrammes fantasmatiques et des pétitions qu'on est mis en demeure de signer, sous peine d'être à son tour dénoncé comme complice. Pour « démasquer », « confondre », « alerter », « mobiliser », c'est-à-dire en clair pour dénigrer et calomnier, les faits et gestes des personnalités suspectes sont passés en revue dans une optique proprement policière. On surveille leurs déplacements, on s'inquiète de leurs

relations, on réunit des « indices », on crée des fichiers, on soupèse les écrits et les mots pour y trouver des « preuves » de « dérive » ou de « dérapage ». On enquête pour découvrir des faits qu'on pourrait monter en épingle, on procède à des rapprochements douteux. On fabrique de toutes pièces des « complots » en forme d'épouvantails, en se portant d'emblée aux extrêmes de la généralisation sans nuances et de la comparaison obsessionnelle.

Cette littérature de délation emprunte toujours aux mêmes méthodes : l'amalgame, le procès d'intention, l'extrapolation abusive, la pétition de principe, la citation hors contexte, la culpabilité par association ou par contiguïté, sans oublier tous les sophismes classiques dont Arnaud et Nicole, dans leur *Logique de Port-Royal*, avaient dès le XVIe siècle dressé la liste exhaustive[11]. Comme l'a écrit Claude Durand, PDG des éditions Stock et Fayard, « l'époque est ainsi faite : on se prononce sur des livres et des auteurs qu'on n'a jamais pris la peine de lire parce qu'on préfère la dénonciation et l'exécution sommaire à l'inconfort de l'étude et du débat »[12].

Dans ce que Philippe Séguin a pu qualifier de « climat d'expiation collective et d'autoflagellation » — climat de « repentances » et de confessions publiques sans absolution —, de véritables douaniers de la pensée, exigeant des individus qu'ils soient munis d'étiquettes bien visibles, écartent sans merci tous ceux qui ne sont « pas clairs », proscrivant ainsi pour délit d'opinion sans que nul ne s'en émeuve. On condamne sur la foi de rumeurs ou de ragots des hommes qu'on accable sans même leur donner la possibilité de répondre. On se réclame du pluralisme, mais on fait tout pour soumettre à la dévotion ambiante les pensées non conformes. On dénonce l'intégrisme chez les autres, mais en organisant l'épuration chez soi. On s'enflamme pour un écrivain menacé par une *fatwah* islamique, mais on lance soi-même des *fatwahs* contre ceux que l'on ne veut plus ni voir ni entendre. Ce règne des mouchards et des cafteurs, des délateurs et des Basiles, qui se met en place sur fond d'hystérisation grandissante des rapports sociaux, correspond très exactement à ce que Paul Thibaud a appelé la « censure érigée en méthode intellectuelle »[13]. On pourrait le résumer par la « conjuration des trois T » : Trissotin, Tartuffe et Torquemada.

*

Cependant, comme je l'ai déjà dit, on ne saurait se borner à décrire et à déplorer les phénomènes de censure. Il faut encore en analyser les modes de fonctionnement. « Depuis quelques années, a écrit Jean-François Kahn, notre pays a banalisé le lynchage au point de s'installer dans une atmosphère de chasse aux sorcières permanente »[14]. L'expression de « chasse aux sorcières » est bien venue. Les nouvelles censures ont en effet une dimension religieuse, puisque l'un de leurs traits principaux est d'être avant tout des censures *morales*. Les idées qu'elles dénoncent ne sont en effet jamais

dénoncées en tant qu'idées fausses, mais en tant qu'idées nuisibles, c'est-à-dire mauvaises. C'est donc bien un nouvel ordre moral que nous voyons se mettre en place — un ordre au nom duquel on procède à un « épuration éthique ».

Se situer sur le plan de la morale revient à instituer en dogme les principes dont on se réclame. Un dogme ne peut tolérer qu'on le remette en question. Sa proclamation implique donc la disqualification et l'exclusion des mal-pensants. Le procédé employé, qui implique une confusion des opinions et des actes, consiste à délictualiser, voire à criminaliser certaines opinions. Les nazis avaient inventé les « vies sans valeur de vie », nos modernes censeurs ont inventé les opinions sans valeur d'opinion — les opinions qui ne sont pas des opinions, mais des crimes.

Dans une telle perspective, ni le courage ni le talent de l'adversaire ne peuvent évidemment être reconnus. L'adversaire devient un ennemi, dont on ne saurait reconnaître les qualités en même temps que l'on critique ses opinions. Il faut donc que l'adversaire n'ait pas de talent ou, s'il est manifeste qu'il en a, que ce talent lui soit encore retenu à charge, comme une perversité supplémentaire, c'est-à-dire comme une circonstance aggravante. Le courage, lui, sera réinterprété comme « orgueil » et refus de se « repentir », c'est-à-dire de se renier. Les historiens qui dérangent seront, quant à eux, invariablement qualifiés de « pseudo-historiens », tout comme les chercheurs non conformes seront accusés de répandre des théories « pseudo-scientifiques ». On remarquera l'usage meurtrier des guillemets. Mais on remarquera aussi que le refus de considérer le talent d'un écrivain, d'un intellectuel ou d'un artiste autrement qu'en rapport avec ses idées, réelles ou supposées, revient à procéder à la façon des régimes totalitaires, qui ont eux-mêmes toujours mesuré la valeur des productions littéraires, intellectuelles ou artistiques à l'aune de leur conformité à l'idéologie du moment.

La dénonciation morale emprunte en outre volontiers un langage prophylactique, où le « mal » est reinterprété comme *maladie*. « On entre dans l'ère de la pensée hygiéniste, où tout contact avec l'ennemi, toute lecture, même critique, des textes qu'il produit sont contaminants », a ironiquement remarqué Pierre-André Taguieff[15]. Les idées mauvaises dont il faut stopper la progression sont ainsi assimilées à des « métastases », à une « peste », à une « gangrène », à une propagation « microbienne ». Pour éviter la « contagion », pour empêcher le « mal » de se répandre, pour enrayer la « contamination », il faut installer un « cordon sanitaire » permettant, grâce à une suspicion généralisée et une vigilance de tous les instants, l'isolement et la mise à l'écart du foyer d'« infection ». Bien entendu, ces métaphores biomédicales sont elles aussi révélatrices.

Tout contact avec la pensée mauvaise étant perçue comme source de souillure, et ses propagateurs étant tenus pour des pestiférés, la conséquence

logique est le refus systématique de tout débat. Débattre avec ceux qui propagent des idées mauvaises, ce serait en effet leur donner une « tribune », donc leur faciliter la tâche. Ceux qui se sont donné pour but d'empêcher la libre confrontation des idées se font donc gloire de ne pas débattre, puisque qu'accepter le débat ce serait déjà être complice[16]. Cette attitude est évidemment très pratique. D'abord parce qu'en l'absence de toute possibilité pour l'accusé de s'expliquer dans le procès qui lui est fait, le doute, loin de lui profiter, peut être exploité comme preuve supplémentaire qu'il est coupable. Ensuite, et surtout, parce que le refus du débat épargne d'avoir à réfuter, c'est-à-dire permet de faire l'économie d'une discussion intellectuelle dont, il faut bien le dire, les tenants de la bien-pensance ont aujourd'hui rarement les moyens. On comprend mieux, dès lors, cette remarque de Jean-Pierre Vernant : « Partout où on interdit la discussion, quel que soit le thème du débat, on est en dehors de ce que l'on appelle la pensée rationnelle. A ce moment-là, même si on se prétend athée, on tombe en pleine religion »[17].

Chantal Delsol, de son côté, a très justement souligné que la « morale de l'émotion » impose à l'homme contemporain « une relation spécifique avec ses adversaires. L'adversaire n'est pas récusé, mais poursuivi d'invectives : “traité” et non contredit, ridiculisé et ostracisé, traité de néofasciste, d'inquisiteur, de rabat-joie, sans que les arguments s'en mêlent »[18].

Tout l'objectif est en effet là : éviter que « les arguments [ne] s'en mêlent ». Le résultat est ce phénomène de « la polémique comme figure parasitaire de la discussion » qu'avait si bien décrit Michel Foucault. « Comme dans la pratique judiciaire, écrivait Foucault, la polémique n'ouvre pas la possibilité d'une discussion égale ; elle instruit un procès ; elle n'a pas affaire à un interlocuteur, elle traite un suspect ; elle réunit les preuves de sa culpabilité et, désignant l'infraction qu'il a commise, elle prononce le verdict et porte condamnation. [Le polémiste] possède, par principe, les droits qui l'autorisent à la guerre et qui font de cette lutte une entreprise juste ; il n'a pas en face de lui un partenaire dans la recherche de la vérité, mais un adversaire, un ennemi qui a tort, qui est nuisible et dont l'existence même constitue une menace. Le jeu pour lui ne consiste donc pas à le reconnaître comme un sujet ayant droit à la parole, mais à l'annuler comme interlocuteur de tout dialogue possible, et son objectif final ne sera pas d'approcher autant qu'il se peut d'une difficile vérité, mais de faire triompher la juste cause dont il est depuis le début le porteur manifeste »[19].

Jean-François Revel avait naguère parlé de « dévotion » pour qualifier le jugement d'une idée en fonction de sa seule conformité ou de sa seule désirabilité au regard de l'idéologie dominante. On pourrait ajouter que la dévotion représente le degré zéro de l'analyse et de la compréhension. C'est précisément parce qu'aujourd'hui la dévotion domine que l'on ne réfute plus les idées qu'on dénonce, est qu'on se contente de les déclarer inconvenantes ou insupportables. La condamnation morale dispense d'un examen des

hypothèses ou des principes sous l'horizon du vrai et du faux. Il n'y a plus d'idées justes ou fausses, mais des idées conformes, en résonance avec l'esprit du temps, et des idées non conformes, dénoncées comme intolérables.

Cette attitude est encore renforcée par les obsessions stratégiques des acteurs de la bien-pensance. Peu importe, là encore, qu'une idée soit juste ou qu'elle soit fausse : l'important est de savoir quelle stratégie elle peut servir, qui s'en réclame et dans quelle intention. Un livre peut ainsi être dénoncé, même si ce qu'il contient correspond à la réalité, au seul motif qu'il risque de « rendre acceptable » des idées jugées intolérables ou de « faire le jeu » de ceux que l'on veut faire taire. C'est la nouvelle version du vieux mot d'ordre : « Ne pas désespérer Billancourt ». Il va de soi que, dans cette optique, l'endroit où l'on s'exprime compte plus que ce que l'on dit : il y a des lieux admis et des lieux « infréquentables ». Toute critique se présente alors comme une tentative de *disqualification*, laquelle s'obtient en ayant recours à des mots dont on attend, non qu'ils décrivent une réalité, mais qu'ils fonctionnent comme autant de signes ou d'opérateurs de délégitimation maximale. Nos singuliers stratèges trahissent ainsi leur propre système mental, qui n'attribue de valeur aux idées que pour autant qu'elles leur paraissent instrumentalisables.

Dans le passé, ce travail de délégitimation s'est opéré au détriment des familles de pensée les plus diverses — pensons par exemple aux grotesques campagnes de l'époque maccarthyste. Mais à l'heure actuelle, il s'effectue de toute évidence dans une seule direction. Il s'agit de frapper d'illégitimité toute pensée, toute théorie, toute construction intellectuelle contredisant la philosophie des Lumières qui, toutes nuances confondues, constitue le socle de légitimité des sociétés occidentales actuelles. Pour ce faire, la pensée politiquement correcte recourt essentiellement à deux impostures : l'antiracisme et l'antifascisme. J'en dirai quelques mots.

Le racisme est une idéologie qui postule l'inégalité des races ou qui prétend expliquer toute l'histoire de l'humanité en référence au seul facteur racial. Cette idéologie n'est aujourd'hui pratiquement plus soutenue par personne. On feint cependant de croire qu'elle est omniprésente, en l'assimilant à la xénophobie, à des attitudes de rejet ou de méfiance vis-à-vis de l'Autre, voire à une simple préférence pour l'endogamie et l'homofiliation. Le « racisme » est alors présenté comme la catégorie emblématique d'un irrationnalisme résiduel, enraciné dans la superstition et le préjugé, qui empêcherait l'avènement d'une société transparente à elle-même. Cette critique du « racisme » comme irrationalité fondamentale recycle tout simplement le conte de fées libéral d'un monde prérationnel source de tout le mal social, dont il y a déjà plus d'un demi-siècle Adorno et Horkheimer avaient montré qu'il ne fait que trahir l'inaptitude de la modernité à faire face à l'Autre, c'est-à-dire à la différence et à la particularité.

En dénonçant le « racisme » comme pure irrationalité, c'est-à-dire comme

catégorie non négociable, la Nouvelle Classe trahit du même coup son éloignement par rapport aux réalités[20], mais elle contribue aussi à la neutralisation et à la dépolitisation des problèmes sociaux. En effet, si le « racisme » est essentiellement une « folie » ou une « opinion criminelle », alors la lutte contre le racisme a tout à voir avec les tribunaux et les asiles, mais elle n'a plus rien à voir avec la politique. Ce qui permet du même coup à la Nouvelle Classe de faire oublier que le racisme est lui-même une idéologie issue de la modernité par le triple biais de l'évolutionnisme social, du positivisme scientiste et de la théorie du progrès.

L'« antifascisme » est quant à lui une catégorie complètement obsolète, au même titre d'ailleurs que le « fascisme » auquel il entend s'opposer. Le mot ne renvoie plus aujourd'hui à rien de précis. Concept-caoutchouc, applicable à n'importe quoi, employé sans la moindre rigueur descriptive, il en est à se décliner en « fascisant », voire en « fascistoïde », ce qui permet de l'accommoder à tous les cas. Leo Strauss parlait déjà de *reductio ad hitlerum* pour qualifier cette façon purement polémique de discréditer. La manière dont toute pensée non conforme est aujourd'hui traitée de « fasciste » par des censeurs qui seraient de toute évidence bien en peine de définir ce qu'ils entendent par là, relève de la même stratégie discursive.

« Il y a une forme de *political correctness* typiquement européenne et qui consiste à voir des fascistes partout », observe à ce propos Alain Finkielkraut[21]. « C'est devenu un procédé courant, dans une cohorte de plumitifs délateurs, renchérit Jean-François Revel, de précipiter dans le nazisme et le révisionnisme tout individu dont ils veulent salir la réputation »[22]. On en observe les conséquences tous les jours. La moindre péripétie de la vie politique française est désormais jugée au prisme du « fascisme » ou de l'Occupation. Vichy « tourne à la référence obsessionnelle »[23] et devient un fantasme qui permet d'entretenir un psychodrame permanent. Et comme on préfère le « devoir de mémoire » au devoir de vérité, cette « mémoire » est régulièrement convoquée pour justifier les comparaisons les plus douteuses ou les assimilations les plus grotesques.

« Cette sempiternelle incrimination de fascisme, écrit encore Jean-François Revel, aux outrances si voyantes qu'elles ridiculisent leurs auteurs au lieu de déconsidérer leurs cibles, trahit le mobile caché du politiquement correct. Cette perversion sert de substitut aux censeurs qu'a laissés orphelins la perte de cet incomparable instrument de tyrannie spirituelle qu'était l'évangile marxiste »[24]. Révélateur est à cet égard le déchaînement d'hostilité provoqué par l'exploitation des archives du Kremlin, lorsque celle-ci a commencé d'entraîner le déboulonnage de quelques statues de « héros » légendaires. Révélatrice est également la façon dont la simple constatation que le système communiste a tué plus de monde qu'aucun autre système dans l'histoire —100 millions de morts ! —suscite aujourd'hui de vertueuses indignations dans des milieux qui « font tout pour masquer l'étendue de la catastrophe »[25], comme si un tel

constat équivalait à banaliser les crimes nazis, qui ne seraient par essence comparables à rien, comme si l'horreur des crimes du communisme était atténuée par la pureté supposée de ses intentions initiales, comme si les deux grands systèmes totalitaires dont la rivalité-complémentarité a rempli le XX[e] siècle ne s'inscrivaient pas dans un rapport hors duquel ils deviennent l'un et l'autre proprement inintelligibles, comme si, enfin, certains morts pesaient par principe plus lourds que d'autres[26].

Mais il faut aussi remarquer que l'« antifascisme » contemporain — qu'en paraphrasant Joseph de Maistre, on pourrait qualifier, non de contraire du fascisme, mais de fascisme en sens contraire — a totalement changé de nature. Dans les années trente, le thème de l'« antifascisme », exploité par Staline en marge de la lutte authentique contre le fascisme véritable, servait aux partis communistes à mettre en accusation la société capitaliste bourgeoise, accusée de servir de terreau au totalitarisme. Il s'agissait alors de montrer que les démocraties libérales et les « sociaux-traîtres » étaient objectivement des alliés potentiels du fascisme. Or, actuellement, c'est exactement le contraire. Aujourd'hui, l'« antifascisme » sert avant tout d'alibi à ceux qui se sont ralliés à la pensée unique et au système en place. Ayant abandonné toute attitude critique, ayant cédé aux attraits d'une société qui leur offrait prébendes et privilèges, ils font semblant (ou se donnent l'illusion), en maniant la rhétorique « antifasciste », d'être restés fidèles à eux-mêmes. La posture « antifasciste » permet en d'autres termes au Repenti, figure centrale de notre temps, de faire oublier ses reniements en maniant un slogan passe-partout qui n'est plus qu'un lieu commun. Hier outil stratégique permettant de mettre en accusation le capitalisme marchand, l'« antifascisme » est devenu un simple discours à son service. Aussi longtemps en effet que les forces de contestation potentielles se mobilisent en priorité contre un fascisme fantomatique, la Nouvelle Classe qui, elle, exerce la réalité du pouvoir, peut dormir sur ses deux oreilles. En se référant à une valeur qui, non seulement ne menace plus la société en place, mais au contraire la conforte dans ce qu'elle est, nos modernes « antifascistes » en sont objectivement devenus les chiens de garde.

C'est si vrai que la dénonciation du « fascisme » est aujourd'hui pour les hommes politiques une excellente façon de se refaire une vertu. Les plus corrompus en usent et en abusent pour minorer l'ampleur de leurs malversations. Si le « fascisme » est le mal absolu, et qu'ils dénoncent le mal absolu, alors c'est qu'ils ne sont pas eux-mêmes absolument mauvais. Fausses factures, promesses électorales laissées sans suites, tripotages et corruptions en tous genres deviennent des fautes regrettables, mais somme toute secondaires par rapport au pire.

Mais il n'y a pas que la gauche ou que les hommes politiques pour avoir besoin d'un « fascisme » inexistant érigé en mal absolu. C'est toute la modernité finissante qui a besoin d'un repoussoir lui permettant de rendre

acceptables les pathologies sociales qu'elle a engendrées, au prétexte que si mal qu'aillent aujourd'hui les choses, elles ne sauraient quand même être comparées à ce qu'on a pu connaître hier.

La modernité se légitime ainsi par un fantôme dont, paradoxalement, on nous dit à la fois qu'il est « unique » et qu'il peut à tout moment faire retour. Confrontée à son propre vide, confrontée à l'échec tragique de son projet initial de libération humaine, confrontée à la contre-productivité qu'elle engendre partout, confrontée à la perte des repères et au non-sens généralisés, confrontée au nihilisme, confrontée au fait que l'homme devient de plus en plus inutile au moment même où l'on proclame partout ses droits, la modernité n'a plus d'autre ressource que de détourner l'attention, c'est-à-dire de brandir des dangers inexistants pour empêcher qu'on regarde les vrais. Le recours au « mal absolu » fonctionne alors comme un prodigieux moyen de faire accepter les maux auxquels nos contemporains se heurtent dans leur vie quotidienne, maux qui, par rapport à ce « mal absolu », deviennent contingents, relatifs et pour tout dire accessoires. L'opposition hautement affirmée aux totalitarismes d'hier, l'interminable ressassement du passé interdisent d'analyser les maux du présent et les périls de l'avenir, en même temps qu'ils nous font entrer à reculons dans le XXIe siècle, l'œil braqué sur le rétroviseur.

Ce serait donc une erreur de croire que l'« antifascisme » actuel ne correspond à rien. Il représente au contraire une légitimation négative fondamentale pour une société qui n'a plus rien de positif à inscrire à son bilan. L'« antifascisme » fonde l'identité d'une Nouvelle Classe qui ne peut exister qu'en brandissant l'épouvantail du pire, sous peine d'être renvoyée à sa propre vacuité. De même que certains ne tirent leur identité que de la dénonciation des immigrés, la Nouvelle Classe ne tire la sienne que de la dénonciation vertueuse d'un mal absolu, dont l'ombre portée masque son vide idéologique, son absence de références, son indigence intellectuelle, bref le fait qu'elle n'a tout simplement plus rien à dire, plus d'analyses originales ni de solutions à proposer.

On comprend dès lors qu'il est vital, pour le quartier général de la bien-pensance, d'interdire tout questionnement sur les principes fondateurs qui constituent son socle de légitimité. Pour qu'il en aille autrement, il faudrait que l'idéologie dominante accepte de se remettre en question. Mais elle ne saurait y consentir, puisqu'elle partage avec la plupart des grandes idéologies messianiques la conviction que, si les choses vont mal, si l'on n'a pas rencontré le succès escompté, ce n'est jamais parce que les principes étaient mauvais, mais au contraire parce qu'on ne les a pas suffisamment appliqués. Si le communisme n'a pas encore réalisé le paradis sur terre, nous disait-on hier, c'est qu'il n'a pas encore assez triomphé de ses opposants. Si le néolibéralisme est en crise, si le processus de mondialisation entraîne des désordres sociaux, nous dit-on aujourd'hui, c'est qu'il y a encore trop

d'obstacles qui entravent le bon fonctionnement du marché[27].

Pour expliquer l'échec du projet — ou pour atteindre le but recherché —, il faut donc un bouc émissaire. Il faut qu'il y ait des opposants non conformes, des éléments déviants ou dissidents : hier, les Juifs, les maçons, les lépreux ou les jésuites, aujourd'hui, les « fascistes » ou les « racistes » supposés. Ces déviants sont perçus comme des éléments perturbants, dérangeants, qui font obstacle à l'avènement d'une société rationnelle et dont il faut purger le corps social par une action prophylactique appropriée. S'il y a par exemple de la xénophobie en France aujourd'hui, ce ne saurait être à cause d'une politique d'immigration mal maîtrisée, mais parce qu'il y a du « racisme » dans le corps social. Dans une société dont les composantes sont de plus en plus hétérogènes, il devient ainsi essentiel d'établir une sorte de religion civile en désignant un bouc émissaire. L'exécration partagée sert alors de lien, tandis que la lutte contre un ennemi qui n'est qu'un pur mirage permet de maintenir un semblant d'unité.

Mais il y a encore un autre avantage à la dénonciation morale. C'est que contre le « mal absolu », tous les moyens sont permis. La diabolisation, en effet, n'a pas seulement pour conséquence de dépolitiser les conflits, elle entraîne aussi la criminalisation de l'adversaire. Celui-ci devient un ennemi absolu, qu'il faut éradiquer par tous les moyens existants. On entre alors dans une sorte de guerre totale — et d'autant plus totale qu'on prétend la mener au nom de l'humanité. Combattre au nom de l'humanité revient à placer ses adversaires hors humanité, c'est-à-dire à pratiquer le déni d'humanité. Dans une telle perspective, l'apologie du meurtre et l'appel au lynchage deviennent eux aussi justifiés[28].

Ce qu'il faut enfin souligner, c'est que les étiquettes disqualifiantes aujourd'hui maniées au nom du politiquement correct ne sont jamais des étiquettes revendiquées, mais des étiquettes attribuées. Contrairement à ce qui pouvait se passer dans les années trente, lorsque communistes et fascistes revendiquaient hautement leurs dénominations respectives, les appellations de « fasciste » et de « raciste » ne sont aujourd'hui revendiquées par personne. Leur attribution n'a donc pas de valeur objective, informative ou descriptive, mais une valeur purement subjective, stratégique ou polémique. Le problème se pose donc de savoir quel est le bien-fondé de leur attribution. Comme ce bien-fondé n'est jamais démontré, il s'en déduit que la « preuve » résulte dans la possibilité même de l'attribution.

La psychanalyste Fethi Benslama écrivait récemment que « le fascisme, aujourd'hui, n'est plus un bloc, une entité bien identifiable, incarnée en un système, en un discours, en une organisation que l'on peut cerner », mais qu'il « revêt plutôt des formes fragmentaires et diffuses dans l'ensemble de la société [...] de sorte que nul n'est abrité dans une conception du monde, à l'abri de cette défiguration de l'autre qui le fait surgir comme un corps

grouillant, jouissif, secrètement répandu partout »[29]. De tels propos sont révélateurs : si le fascisme est « secrètement répandu partout », l'« antifascisme » peut évidement mettre en accusation n'importe qui. Le problème, c'est que l'idée selon laquelle le mal est partout est le principe même de toute Inquisition. Mais c'est aussi le principe de base de la paranoïa conspirationniste, telle qu'elle a pu inspirer dans le passé les chasseurs de sorcières et les propagandistes des *Protocoles des sages de Sion*. De même que les antisémites voient des Juifs partout, les nouveaux inquisiteurs voient des « fascistes » partout. Et bien entendu, comme la ruse suprême du Diable est de faire croire qu'il n'existe pas, les protestations ne sont jamais entendues. Couronnant le tout, une psychanalyse de bazar permet d'interpréter la dénégation ou le refus indigné d'endosser l'uniforme que l'on vous tend si complaisamment comme autant de confirmations supplémentaires : le refus d'avouer est la meilleure preuve que l'on est coupable.

« Un homme n'est pas ce qu'il cache, il est ce qu'il fait », disait André Malraux. Estimant que le « fascisme » est partout, c'est-à-dire nulle part, la nouvelle Inquisition affirme au contraire que les hommes sont d'abord ce qu'ils cachent — et qu'elle prétend découvrir. Elle se fait donc gloire de chercher au-delà des apparences et de lire entre les lignes, pour mieux « confondre » et « démasquer ». Le procès d'intention ne connaît alors plus de limites. On décrypte, on décode, on dépiste le « non-dit ». En clair, on dénonce des auteurs, non pour ce qu'ils ont écrit, mais pour ce qu'ils n'ont pas écrit et que l'on prétend qu'ils ont voulu écrire. On boycotte, non le contenu de leurs livres, qui n'est jamais pris en considération, mais les intentions qu'on croit y deviner. La police de la pensée devient une police des arrière-pensées.

Il est bon, à ce propos, de se rappeler que c'est aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans le seul pays occidental où le communisme n'a jamais pu s'implanter sérieusement, que l'on a vu, à l'époque de McCarthy, se déchaîner l'anticommunisme le plus inquisitorial et le plus convulsif. C'est que le même mécanisme était à l'œuvre : le communisme n'étant nulle part, on en déduisait qu'il était partout. L'inexistence d'un ennemi qu'on affirme être menaçant ne rassure en effet jamais. On en conclut au contraire que l'ennemi est d'autant plus menaçant qu'il a su se rendre invisible. Ce qui permet à la persécution de s'étendre. Comme disait Marcel Pagnol : pourquoi se fatiguer à chercher des coupables quand on peut se contenter de les choisir ?

Le résultat, c'est qu'il se crée et se développe aujourd'hui une nouvelle catégorie de parias. Elle regroupe les individus non politiquement corrects, les déviants présumés, les intellectuels frappés de suspicion. Elle rassemble ceux dont on ne tolère l'existence qu'à condition qu'ils soient relégués dans une périphérie lointaine d'où l'on ne pourra plus les entendre. « Il faudrait, écrivait Louis Pauwels dans son dernier livre, publié quelques mois avant sa mort, écrire un inventaire, une nomenklatura de tous les grands écrivains proscrits, excommuniés pour délit d'opinion. On verrait que les régimes totalitaires sont

loin d'avoir le monopole dans ce domaine. L'étoile jaune des mal-pensants a encore de beaux jours. Et dans nos démocraties, les autodafés du silence sont quelquefois plus efficaces que les bûchers nazis ou la censure stalinienne. Un accusé de droit commun peut prouver son innocence : question d'alibi, de dossier, de faits vérifiables. Un écrivain, coupable de non-conformité aux paramètres de la pensée dominante, ne peut que subir le pilori de l'exclusion. Il meurt asphyxié, enterré vivant »[30].

*

On voit bien, à la lumière de ces phénomènes que je viens de décrire, que la société actuelle ne fait l'éloge du pluralisme au départ que pour mieux le faire disparaître à l'arrivée. On voit bien aussi qu'une certaine gauche, hier encore contestatrice de la société bourgeoise et critique de l'ordre moral, est aujourd'hui devenue la championne du réformisme politique et du conformisme moral, parce que ses mots d'ordre sont devenus autant de lieux communs qui ne correspondent plus à rien.

C'est là un paradoxe étrange, et qui laisse songeur sur le chemin parcouru. Il y avait du courage à dénoncer le racisme à l'époque de l'apartheid ou de la ségrégation. Il y avait du courage à dénoncer le colonialisme sous la IIIe République. Il y avait du courage à s'opposer à l'hitlérisme les armes à la main. Mais où est le courage aujourd'hui ? En 1997, les résistants au nazisme ne risquent pas grand chose, sinon le ridicule, et les mots d'ordre qui pouvaient hier valoir à leurs auteurs la déportation ou la mort ne sont plus aujourd'hui que des incantations dispensatrices de bonne conscience, en même temps que des passeports assurés pour le monde des médias et de l'édition. Le courage, aujourd'hui, ce n'est donc pas de dénoncer le « fascisme » avec soixante ans de retard, mais bien plutôt de s'en prendre au politiquement correct, au pouvoir des multinationales et à la démocratie de marché. Face aux idées qui ne sont dans l'air du temps que parce qu'elles sont devenues sans risque, ce courage-là, il est vrai, n'ouvre pas droit aux honneurs. Il est seulement conforme à l'honneur — au singulier.

La censure est de tous les temps, et la propension à l'intolérance est l'une des composantes de l'esprit humain. Il y a toujours eu dans le passé des idéologies dominantes, et tous les régimes se sont, à des degrés divers, employés à normaliser le corps social et à étouffer les opinions non conformes. Que la censure fasse aujourd'hui retour n'en est pas moins révélateur, car ce retour s'effectue à une époque et dans une société qui prétendent reconnaître et garantir la liberté d'expression. L'article 11 de la Déclaration des Droits de l'homme fait de « la libre communication des idées et des opinions un des droits les plus précieux de l'homme ». La loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 proclame dans son article premier que « l'imprimerie et la librairie sont libres ». Mais ce n'est plus vrai. Alors que dans

les pays de l'Est, aujourd'hui libérés de l'emprise soviétique, la parole est entièrement libre, alors qu'aux Etats-Unis le premier amendement de la Constitution permet la libre expression de toutes les opinions, la France est aujourd'hui, avec l'Allemagne probablement, le pays du monde occidental où la liberté d'expression est dans les faits le plus sévèrement limitée.

« Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » est un vieux refrain, qui pose depuis toujours la question de savoir comment on définit la liberté et, surtout, qui est habilité à en désigner les « ennemis ». Au XIX[e] siècle, les socialistes révolutionnaires qui dénonçaient l'exploitation sociale étaient poursuivis devant les tribunaux pour « excitation à la haine ». On fait le même reproche aujourd'hui à qui ne se prosterne pas devant l'idéologie des droits de l'homme. La liberté d'expression, à en croire certains, se limiterait aux opinions tolérables. Mais c'est en réalité le contraire, et c'est bien toujours ainsi qu'elle a été définie par ceux qui se sont battus pour la faire triompher. La liberté d'expression n'aurait aucune valeur si seuls pouvaient en bénéficier ceux qui émettent des opinions que tout un chacun estime justes et raisonnables. Parce qu'elle est la condition première de la libre formation des idées, et donc de l'existence d'un débat démocratique, la liberté d'expression n'a de sens que si les opinions les plus choquantes, les plus offensantes, voire les plus inexactes ou les plus absurdes, s'en voient aussi garantir le bénéfice, pour cette simple raison que, si tel n'était pas le cas, jamais il n’aurait été nécessaire d’en proclamer le principe.

La vérité est que la liberté d'expression est indivisible, et qu'elle cesse d'exister dès qu'on lui assigne des limites. La vérité est que la censure est intolérable, quels qu'en soient les motifs, l'identité de ceux qui en sont les victimes et les conditions dans lesquelles elle s'exerce. Aucune censure n'est intellectuellement défendable, aucune d'ailleurs n'est efficace. Aujourd'hui, ceux qui condamnent la censure sont accusés d'être complices des censurés. Cette accusation en forme de chantage est elle aussi intolérable. Parmi les idées ou les thèses aujourd'hui frappées d'interdit, il y en a certainement de détestables ou d'absurdes. (Le drame, c'est qu'on n'ose même plus le dire, de peur de hurler avec les loups). Mais s'il y a des opinions détestables, les lois qui prétendent les interdire sont plus détestables encore. Il ne s'agit donc pas tant ici de plaider en faveur des censurés que de plaider contre la censure, non de prendre la défense de tel ou tel en particulier, mais d’affirmer le droit de tous à s'exprimer.

Le maccarthysme et le système soviétique ont disparu, mais les héritiers de Jdanov et de McCarthy sont toujours là. Encore sous Staline ou McCarthy les délateurs étaient-ils parfois obligés de dénoncer pour conserver leur travail ou leur liberté. Aujourd'hui, nous voyons à l'œuvre des délateurs qui se livrent à la délation sans que rien ne les y oblige. Manger le vomi du sénateur McCarthy ne les dégoûte pas, tout affairés qu'ils sont à confectionner leurs dossiers, à rassembler leurs fiches, à lancer des excommunications et à fulminer des

anathèmes. Ils s'indignent à l'occasion des dénonciations dont faisaient l'objet les Juifs sous l'Occupation, mais en dénonçant à leur tour ceux que l'idéologie dominante met à l'index, ils se comportent de la même façon. Tout cela dans un climat que Cornelius Castoriadis a très justement caractérisé par la « montée de l'insignifiance »[31] et, bien entendu, sous d'excellents prétextes moraux. Dans la société de surveillance généralisée vers laquelle nous allons, et qui dispose d'ores et déjà de moyens de contrôle de la vie publique et privée que les régimes totalitaires eux-mêmes n'ont jamais eus, tous les motifs sont bons pour tenir à l'écart, exclure et marginaliser.

J'ai dit les motifs profonds de cette vague d'intolérance : la mauvaise conscience des repentis, l'inculture grandissante, qui pousse ceux qui n'ont plus les moyens de répondre à calomnier plutôt qu'à réfuter, la peur enfin d'une Nouvelle Classe dont les membres, depuis longtemps sélectionnés, non sur leurs capacités réelles, mais sur leur aptitude à se faire sélectionner, privés de références fortes et coupés du peuple, vivent dans la terreur de perdre leurs privilèges et leurs postes. J'ai dit également les objectifs de la censure : disqualifier une famille d'esprit qui ne doit plus avoir le droit à la parole, désigner des boucs émissaires pour éviter de se voir demander des comptes, détourner l'attention des pathologies du système actuel, passer un anneau dans le nez à l'opinion, faire de l'abjuration publique des pensées mauvaises la condition première de la reconnaissance médiatique et sociale.

Ce système de censure durera ce qu'il durera. Mon sentiment est qu'il s'effondrera de lui-même sous l'effet de son propre mouvement. Un jour viendra où, comme on commence à le voir déjà, les dénonciateurs n'auront plus d'autre ressource que de se dénoncer entre eux. Pour l'heure, nous sommes entourés de moralistes qui prétendent nous faire gémir sur notre indignité supposée. Mais nous, nous n'avons à nous repentir de rien. C'est pourquoi, en attendant que, comme cela s'est produit ailleurs, il se trouve dans notre pays un groupe d'intellectuels suffisamment courageux pour prendre l'initiative d'une démarche collective contre la nouvelle Inquisition[32], aussi longtemps que nous serons vivants, nous continuerons à parler. Aussi longtemps que nous serons vivants, nous continuerons à tenir une parole dissidente et à défendre les prérogatives de la pensée critique. Aussi longtemps que nous serons vivants, nous continuerons à œuvrer au travail de la pensée. A un moment où la normalisation bat son plein, il s'agit une fois de plus d'en appeler au rassemblement des esprits libres et des cœurs rebelles. A bas la censure ! Et vive la liberté !

A. B.

1. « Aux origines de la pensée totalitaire », in *Catholica*, printemps 1997, p. 23. Cf. aussi Frédéric Rouvillois, *L'invention du progrès. Aux origines de la pensée totalitaire, 1680-1730*, Kimé, 1996.

2. « La donnée technocratique », in *Catholica*, été 1995, p. 27.

3. Ibid., p. 28.

4. *Public Papers of the Presidents of the US*, n° 234, US Government Printing Office, Washington 1963, p. 475.

5. *Cambio 16*, 5 décembre 1994.

6. « Sommation à l'orthodoxie », in *Commentaire*, été 1997, p. 313.

7. *Aden-Arabie*, Découverte, 1996, p. 177.

8. *Valeurs actuelles*, 23 novembre 1996, p. 77.

9. Cf. Emmanuel Le Roy Ladurie, « Un exemple d'épuration », in *Le Figaro*, 11 avril 1997, p. 36 ; André Comte-Sponville, « Les absurdités de la pensée unique », ibid.

10. *Le Monde*, 14 mars 1997.

11. Chap. XIX : « Des diverses manière de mal raisonner, que l'on appelle sophismes ».

12. « Un petit autodafé ordinaire », in *Le Monde*, 18 avril 1997.

13. « De la censure érigée en méthode intellectuelle », in *Esprit*, 1989.

14. « Les mœurs en France : la chasse aux sorcières », in *Marianne*, 30 juin 1997, p. 11.

15. Cité par Sophie Coignard et Emilie Lanez, « Le “politiquement correct” à la française », in *Le Point*, 10 juin 1995, p. 93.

16. L'éditorialiste d'un grand quotidien a ainsi pu écrire : « On ne discute pas avec l'extrême droite, on l'expulse [...] par un harcèlement continuel l'obligeant à se réfugier dans les trous à rats qu'elle n'aurait jamais dû quitter » (Bernard Morrot, *France-Soir*, 13 mai 1997).

17. *Télérama*, 6 novembre 1996.

18. « Le relativisme comme simulacre », in *Revue des deux-mondes*, mars 1997, p. 92.

19. « Polémique, politique et problématisations », in *Dits et écrits*, vol. 4, Gallimard, 1995.

20. Alain Finkielkraut a parlé de cette forme d'« antiracisme » qui consiste, « pour ceux que la mondialisation favorise, à faire la morale à ceux qu'elle laisse sur le carreau en frappant de nullité les problèmes qu'ils rencontrent » (« Hystérie et héritage », in *Libération*, 22-23 février 1997).

21. « Résister au discours de la dénonciation », in *Le Journal du sida*, avril 1995 (reproduit in *Commentaire*, automne 1995, pp. 669-670).

22. « L'index au XXe siècle », in *Le Point*, 28 juin 1997.

23. Henry Rousso, « Vichy et le “cas” Mitterrand », in *L'Histoire*, octobre 1994, pp. 76-79. Cf. aussi Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy. Un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994.

24. « Les impostures des “PC” », in *Le Point*, 10 juin 1995, p. 99. Dans un autre article, Revel écrivait : « Ceux qui ont soutenu ou excusé le plus meurtrier totalitarisme du XXe siècle — si l'on additionne les victimes du stalinisme et du maoïsme — continuent d'être catalogués vaguement comme progressistes, et ceux qui l'ont dénoncé comme réactionnaires. Le classement des bons et des méchants reste inchangé. L'indulgence pour le communisme contraste avec la soudaineté avec laquelle il a été précipité dans la décharge de l'histoire» (« Le communisme banalisé », in *Le Point*, 9 mars 1996, p. 65).

25. Stéphane Courtois, « Les crimes de Staline sont encore sous-estimés », in *Le Monde*, 26 décembre 1995.

26. Cf. François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Robert Laffont et Calmann-Lévy, 1995 ; Alexandre Soljenitsyne, « L'hypocrisie du XXe siècle finissant », in *L'Express*, 21 août 1997, pp. 50-52 ; Edgar Morin, *Libération*, 11 septembre 1997 ; François Furet et Ernst Nolte, « Sur le fascisme, le communisme et l'histoire du XXe siècle », in *Commentaire*, automne 1997, pp. 559-576 ; Stéphane Courtois (éd.), *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997 ; Alain de Benoist, *Communisme et nazisme. 25 réflexions sur le totalitarisme au XXe siècle, 1917-1989*, Labyrinthe, 1998.

27. « Mais ce n'est là, écrit William Pfaff, que de la théorie, et même de l'idéologie, plus faible encore, et moins profonde, que le matérialisme dialectique de Marx, cet autre grand pourvoyeur de promesses utopiques. Le néolibéralisme justifie ses coûts humains par sa propre vision de l'“avenir radieux” jadis promis par le communisme. Il s'agit une fois de plus de nous promettre une productivité et une opulence sans précédents, là-bas, au loin, dans le futur» (art. cit., p. 318). Les choses sont toujours censées s'arranger dans le long terme. Mais dans le long terme, comme disait Keynes, nous serons tous morts.

28. Un avocat, Me Arnaud Montebourg, n'a pas hésité à parler de « crime d'utilité publique » à propos de l'assassinat, en juin 1993, de René Bousquet, ancien directeur de la police de Vichy (*Le Figaro*, 14 novembre 1995, p. 11). « Il faut faire à Le Pen une guerre nationale, populaire, totale, prolongée », a écrit Bernard-Henri Lévy (*La Règle du jeu*, septembre 1990). Et Marguerite Duras : « Chaque matin, dans ma tête, je tue Le Pen de toutes mes forces. Dès que je me réveille, je recommence à tuer. Je n'ai jamais regardé Le Pen sans avoir la mort dans les yeux » (*Le Nouvel Observateur*, 2 avril 1992).

29. « Le naturel et l'étranger, un exemple de dérive », in *Le Monde*, 20 mai 1997, p. 15.

30. *Les dernières chaînes*, Rocher, 1996.

31. *La montée de l'insignifiance*, Seuil, 1996.

32. En Allemagne, sous le titre « La liberté d'opinion est en danger », cent écrivains, intellectuels et journalistes ont publié, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 17 mai 1996, un manifeste pour exprimer leur inquiétude de voir adopter des « lois spéciales et entamer des poursuites contre des éditeurs, journalistes et auteurs, même scientifiques, à cause de leurs déclarations portant sur des questions relevant de l'histoire contemporaine». En Italie, un autre manifeste, intitulé « *Laicismo, libertà di stampa e di ricerca storica* » (*Il Manifesto*, 3 mars 1995), qui dénonçait « la tendance en Europe à résoudre les débats historiques dans les salles de tribunaux », a été signé par un groupe d'historiens et d'intellectuels, en majorité de gauche, parmi lesquels Bruno Amoroso, Franco Cardini, Domenico Losurdo, Claudio Moffa, etc.